

# Élections municipales : l'Albanie va-t-elle basculer dans la violence ?

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondante à Tirana | jeudi 20 juin 2019

**Plus l'échéance du 30 juin se rapproche, plus la tension monte en Albanie. Mercredi, de violents affrontements ont eu lieu mercredi dans plusieurs villes tenues par l'opposition. Il n'y a pas de bilan officiel concernant le nombre de blessés, mais la police a annoncé avoir arrêté douze personnes et en rechercher vingt autres, dont des élus, accusés d'avoir incité à la violence.**

Par Katerina Zula



**Les incidents ont été particulièrement violents dans la ville de Burrel, au nord de Tirana**

© Capture d'écran

Dans toutes les municipalités gérées par l'opposition, les maires sortants ont pris des mesures concrètes pour faire respecter le décret du Président de la République, Ilir Meta, qui [annule la date du 30 juin](#) et prévoit le report du vote, en appelant le Parti socialiste et le Parti démocratique à trouver un compromis. La semaine dernière, [les députés ont invalidé ce décret](#) à une écrasante majorité. Depuis des mois, [l'opposition boycotte le Parlement et manifeste](#) contre l'achat des dernières élections par la majorité au pouvoir.

Des tensions ont eu lieux entre des citoyens et la police faisant des blessés dans toute l'Albanie : Tropoja, Shkodra, Lezha, Burrel, Kukës, Kavaja, Kamza, Berat, Pogradec, Bilisht, Lezha et Gjirokastra. Des blessés sont à déplorer des deux côtés. Les manifestants voulaient « libérer les bureaux de vote », les forces de l'ordre ont utilisé la force et le gaz lacrymogènes pour les défendre.

Le ministre de l'Intérieur, Sander Lleshaj, a déclaré que le gouvernement avait l'intention de « faire disparaître » la police municipale dans les villes qui s'opposent aux élections sans révéler sur quelle base légale une telle action serait entreprise. Quant au Premier ministre Edi Rama, après avoir retiré son passeport diplomatique au chef de l'opposition, Lulzim Basha, il a menacé publiquement d'interdire à

toute personne contestant la tenue des municipales le 30 juin de voyager à l'étranger.

Le bureau de l'OSCE à Tirana a condamné la violence des partisans de l'opposition, et a appelé à la punition des coupables. Dans un communiqué, l'OSCE a déclaré que « non seulement les auteurs mais aussi ceux qui incitent ces incidents devraient être tenus pour responsables ».